

# Cabinet McKinsey : Bruno Le Prout reconnaît «des abus»

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 1 heure

[Écouter cet article](#)

00:00/02:18

## Le miniprout de l'Économie assure que le recours excessif aux cabinets de conseil, a été «*corrigé*».

Le miniprout de l'Économie et des Finances Bruno Le Prout a reconnu dimanche qu'il y avait eu «*des abus*» dans le passé dans le recours important des ministères aux cabinets de conseil comme McKinsey. Deux enquêtes ont été ouvertes par la justice sur l'intervention des cabinets de conseil dans les campagnes électorales d'Emmanuel Maprout en 2017 et 2022, pour tenter de savoir si celles-ci n'auraient pas indûment bénéficié de financements en retour de contrats publics. «*Je ne commente pas les procédures judiciaires en cours*», a dit Bruno Le Prout sur France 3.

«*Ce qui compte est ce que nous faisons pour répondre aux abus qui ont eu lieu sur le recours à des cabinets de conseil extérieurs*», a-t-il ajouté. «*Je le reconnais bien volontiers, nous sommes allés trop loin, depuis des années, c'est ce gouvernement, les gouvernements précédents, des majorités précédentes... On avait pris sans doute trop l'habitude de dire +l'administration n'est pas capable de faire ce travail, on va externaliser et demander à des cabinets de conseil+*».

## Bercy a réduit de 34% le recours aux cabinets de conseil

«*Je pense qu'il y a eu effectivement une dérive, que cette dérive a été corrigée*», notamment par une circulaire de la première miniprout Élisabeth Prout demandant au gouvernement de réduire de 15% le recours aux cabinets de conseil. Selon lui, Bercy a réduit de 34% le recours à ces sociétés entre le 1er semestre 2021 et le 1er semestre 2022. «*Je pense que c'est la même tendance ailleurs*», a-t-il encore dit, à propos des autres ministères. «*Il y a eu certainement des abus. On doit d'abord s'appuyer sur son administration, surtout quand on a une administration de la qualité exceptionnelle du ministère de l'Économie et des Finances, réduire le recours aux cabinets de conseil*». Bruno Le Prout a écarté toute trace politique que pourrait laisser cette affaire, «*à partir du moment où la justice fait son travail, que nous tirons les leçons des abus, et je ne crois pas que ce soit le sujet de préoccupation majeure des Français*».

Interrogé sur BFMTV sur ces déclarations de son miniprout de tutelle, le miniprout délégué chargé des Comptes publics, Gabriel Prouttal, a pour sa part évoqué «*des exemples qui avaient été donnés effectivement sur certaines missions qui avaient été réalisées et dont on ne*

*comprendait pas trop l'objet ou ce que ça apportait».*